

APPEL A CONTRIBUTION

Cet espace d'interactivité et de vulgarisation sera déployé au site officiel du Ministère pour nous permettre d'enrichir les débats autour de la thématique en question et d'en tirer profit des expériences académiques ainsi que de leurs approches scientifiques, et qui nous serviront de documents ressources à exploiter postérieurement.

- **CONTEXTE ET APERÇU HISTORIQUE :**

Cette conférence s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations adoptées lors de l'atelier de restitution organisé le 20 décembre 2016, au titre des actions découlant du programme de coopération entre le Gouvernement algérien agissant pour le compte du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), visant la promotion des droits politiques des femmes, le renforcement de l'égalité entre les hommes et les femmes, et la participation des élues des assemblées populaires locales (Assemblée Populaire Communale/Assemblée Populaire de Wilaya) à l'exercice effectif de leurs mandats électoraux.

Ce partenariat est une activité du projet «appui à la participation effective et durable des femmes dans les assemblées élues» signé le 03 novembre 2013 entre l'Assemblée Populaire Nationale, le Ministère des Affaires Etrangères et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) avec une contribution du Gouvernement du Royaume de Norvège.

En décembre 2013, s'est tenue la Conférence Internationale des Femmes, organisée par le Parlement algérien en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'entité des Nations Unies pour l'autonomisation économique des femmes et l'égalité entre les sexes (ONU Femmes) ayant pour thème « pour une participation effective et durable dans les assemblées élues » et qui avait abouti à l'adoption de « la déclaration d'Alger » qui appelle notamment à « encourager et inciter la femme à investir la vie politique et promouvoir ses droits au niveau des directions politiques dans des postes de

leadership et à s'engager dans les compétitions électorales, parlementaires et locales, en lui offrant la chance sur le plan politique, social et économique et fournir aux partis politiques des budgets et des mécanismes de soutien matériel et humain ».

a) CONTEXTE NATIONAL :

La promotion des droits politiques de la femme, la parité entre les hommes et les femmes sur le marché de l'emploi et la promotion de la femme aux postes de responsabilités sont des fondements explicitement consacrés par les articles 34, 35 et 36 de la Constitution révisée de 2016. Ces dispositions constitutionnelles sont également portées par des textes législatifs notamment la loi organique n° 12-03 du 12 janvier 2012 fixant les modalités augmentant les chances d'accès de la femme à la représentation dans les assemblées élues

Cette conférence internationale a pour objectif d'approfondir le débat autour de la représentation de la femme au niveau des assemblées élues, des postes de prise de décision et décliner cette question par rapport à la place importante réservée par les politiques sectorielles.

Elle mettra en exergue les mesures législatives adoptées en vue d'une représentativité accrue des femmes au sein des assemblées élues, des institutions et des entreprises publiques. Les mesures législatives adoptées en faveur d'une représentativité accrue des femmes au sein des assemblées élues, des institutions et des entreprises publiques, méritent d'être développées et amplifiées pour éliminer les contraintes et réitérera la nécessité d'intensifier le mouvement pour une visibilité des actions sensibles aux femmes dans toute la sphère publique.

Ainsi la tenue de cette conférence sera aussi une opportunité pour :

- tirer les premiers enseignements résultant de la mise en œuvre des dispositions législatives, notamment la loi organique n° 12-03 du 12 janvier 2012 fixant les modalités augmentant les chances d'accès de la femme à la représentation dans les assemblées élues,
- renforcer les connaissances et les capacités sur le concept du genre,

- capitaliser les approches internationales sur les questions du genre,
- partager les expériences similaires et tirer profit des bonnes pratiques,
- créer des canaux d'échange et de coopération entre les élus.

b) CONTEXTE INTERNATIONAL :

L'Algérie a ratifié la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes (CEDAW) et a adhéré au programme d'action de Beijing en 1995. Elle a également ratifié la Convention des Nations Unies sur les droits politiques de la femme de 1954 et le Protocole de Maputo sur les droits de la femme en Afrique de 2003.

L'Algérie qui a réalisé avant terme les objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) est engagée vis-à-vis de ceux retenus pour l'horizon 2030 relatifs au développement durable (ODD) en particulier l'objectif 5 portant sur l'autonomisation des femmes et des jeunes filles ainsi que les questions ciblant le genre.

Depuis 2000, l'Etat algérien, dans le cadre de la réforme législative a procédé à l'harmonisation du cadre légal sur les aspects relatifs à l'autonomisation des femmes et la production ainsi que la diffusion des données ventilées par sexe en vue de garantir l'évaluation de l'impact des actions entreprises en faveur des femmes dans tous les domaines.

Cet exercice a permis de tracer une situation indiquant clairement les résultats qualitatifs et quantitatifs de la condition de la femme, à savoir, l'effectivité de l'égalité entre hommes-femmes, l'autonomisation des femmes et le renforcement de leur participation politique.

Ces indicateurs mesurables sur lesquelles reposent la vision sur laquelle l'organisation de cette conférence est orientée, à l'effet de rendre visible l'effort consenti par l'Etat et de valoriser les actions réalisées par les institutions, notamment l'engagement irréversible des Hautes autorités politiques du pays tendant à rendre le mandat électoral des assemblées élues locales plus participatif, en vue de garantir un développement durable, et ce à travers les actions de renforcement des capacités des élues locales en matière de management électoral et de leadership féminin.

- **POPULATION CIBLEE :**

- Experts nationaux et internationaux spécialisés dans le domaine de promotion des droits politiques des femmes,
- Académiciens et chercheurs dans le domaine de l'intégration du Genre dans les projets de développement,
- o En tant que de besoin, Il serait également possible de faire appel à toute personne, activant dans le cadre du mouvement associatif, de contribuer au sujet de la participation politique de la femme, en exigeant à priori les conditions suivantes, Personne adhérente à un mouvement associatif, et ayant participé à des projets de promotion des droits de la femme dans la réalisation des programmes de développement.

- **CHAMP DE CONTRIBUTION : THEMATIQUES ET SOUS THEMES :**

Les thématiques et les lignes directrices qui pourraient faire l'objet de contribution sont ci-après ;

1. promotion de la participation politique de la femme : cadres juridiques nationaux et internationaux,
2. participation politique de la femme au niveau des assemblées élues : acteur de développement durable,
3. rôle des acteurs gouvernementaux et des partenaires sociaux dans la promotion de la participation politique de la femme.

- **CONDITIONS REQUISES ET CIBLAGE,**

Pour être sélectionnés, les travaux thématiques qui pourraient être retenus devront dûment respecter les critères d'opérationnalité et d'exploitabilité, ainsi que les conditions suivantes ;

- Mener des activités académiques avancées dans le domaine de promotion politique de la femme,
- Avoir des projets ou mener des activités à caractère innovant et ayant contribué à la conception de mécanismes de promotion politique de la femme,
- Présentation de cas pratiques inspirés des circonstances environnementales locales,

- **SOUSSION DES CONTRIBUTIONS :**

- Les propositions de contributions doivent être faites en document attaché Word ou PDF en langue arabe ou française et/ ou anglaise.
- Le document doit contenir un titre et un résumé accompagnés des coordonnées et d'une brève biographie de chercheur, professeur et / ou expert;

Les contributions sont à envoyer à l'adresse mail : hami-f@hotmail.com

- **CALENDRIER :**

- 01 mars 2018 : dernier délai de soumission des résumés
- 10 mars 2018 : réponse des évaluateurs.

- **Publications :**

Les contributions admises seront diffusées lors de la conférence sur un CD-ROM ou autres supports écrits dans la revue ou le bulletin de la conférence.

- **POUR S'INSCRIRE,**

le postulant doit mener des activités académiques ou associatives qui ont prouvé leur efficacité, mettant en relief le rôle des femmes au niveau des instances délibératives et développant des projets de développement sensibles au genre.

- **RESULTATS ATTENDUS :**

Il s'agira pour cette conférence:

- d'identifier les indicateurs prioritaires de la participation des femmes à la vie publique à inclure dans le tableau de bord des gouvernements;
- de consolider les outils de mobilisation des élu(e)s en tant qu'acteurs et actrices du développement;
- de réaliser l'échange sur les moyens appropriés pour rendre effectifs les instruments de promotion et de protection des droits des femmes;
- d'identifier les stratégies mises en œuvre, les actions et les bonnes expériences retenues dans les différents pays participants, ainsi que les opportunités, les atouts et les contraintes en fonction des contextes locaux;
- de capitaliser et valoriser les bonnes pratiques et les compétences, connaissances et expériences des femmes leaders afin de contribuer à l'émergence de modèle ou de référence dans le genre féminin;
- de conforter et valider les éléments structurants des plans d'actions et stratégies de pérennisation des processus.

Les ressources de documentation se rapportant aux contenus des supports communicationnels vous seront transmises incessamment.